

## **PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 7 AVRIL 2020**

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité de Saint-Bonaventure, tenue le mardi 7 avril 2020, à 16h00, par visioconférence, sous la présidence de Guy Lavoie, maire.

Sont aussi présents, les conseillers Gilles Forcier, Raymond Paulhus, Keven Trinqué, Pierre Pepin, René Belhumeur ainsi que Jessy Grenier, directrice générale et secrétaire-trésorière.

Absence de Monsieur Gabriel Cheeney.

### **Quorum**

Les membres du conseil formant quorum, la séance est déclarée régulièrement constituée.

2020-04-01

### **1. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Sur proposition de René Belhumeur, il est résolu, unanimement :

- d'adopter l'ordre du jour tel que lu, tout en gardant l'item « Varia » ouvert.

Prière

### **SÉANCE DU 7 AVRIL – À HUIS CLOS**

1. Lecture et adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du procès-verbal du 3 mars
3. Correspondance

### **4. LÉGISLATION**

4.1 Adoption de règlement 319-2020 concernant la gestion des matières résiduelles

**REPORTÉ** - Adoption du règlement 320-2020 décrétant l'acquisition d'un véhicule incendie et un emprunt maximum de 200 000 \$

4.2 Adoption du règlement 321-2020 relatif à la taxation des travaux effectués dans le cours d'eau Antoine Blanchard (GC-363)

### **5. ADMINISTRATION**

5.1 Lecture et approbation des comptes

5.2 État d'urgence – taux d'intérêt de taxation et facturation modifié

5.3 Avril- mois de la jonquille

5.4 Santé et sécurité au travail

5.5 Corrections au rôle de perception 2020

5.6 **REPORTÉ** Ajout de protection contrat assurances - MMQ 2020-2021

### **6. SÉCURITÉ PUBLIQUE**

6.1 Appel d'offre (SEAO) pour l'achat d'un camion-citerne incendie

6.2 Rapport annuel an 7 / adoption

6.3 Préventionniste en sécurité incendie

### **7. TRANSPORT ROUTIER – VOIRIE MUNICIPALE**

7.1 Autorisation achat 28 bacs roulants

7.2 Autorisation nivelage petit 5e rang - 6e rang nord – 2° rang

7.3 Autorisation frais, fauchage fossés

7.4 Demande de subvention au député – Programme PAVL

**Commenté [S1]:** Marges :  
Hauteur : 4  
Marge gauche : 6.25  
Marge droite : 13.5

## **8. AQUEDUC – ÉGOUT – MATIÈRES RÉSIDUELLES**

8.1 Inscription – Formation traitement des eaux usées par étang aéré (OW-2)

## **9. URBANISME**

### **10. LOISIRS – CULTURES – ORGANISMES**

10.1 **REPORTÉ** Commandite fête nationale du Québec 2020

10.2 Demande assistance financière - Fête nationale

## **11. VARIA**

12. Période de questions

13. Levée de la séance

ADOPTÉE

2020-04-02

## **SÉANCE DU 7 AVRIL – À HUIS CLOS**

Le conseil de la municipalité de siège en séance ordinaire ce 7 avril 2020 par voie de visioconférence. Sont présents à cette visioconférence : Guy Lavoie, maire, Gilles Forcier, Raymond Paulhus, Keven Trinque, Pierre Pepin, René Belhumeur.

Absence de M. Gabriel Cheeney.

Chacune de ces personnes s'est identifiée individuellement. Assistent également à la séance, par, visioconférence: Jessy Grenier, directrice générale et secrétaire-trésorière.

Considérant le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui a déclaré l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois pour une période initiale de dix jours;

Considérant le décret numéro 418-2020 du 7 avril 2020 qui prolonge cet état d'urgence pour une période additionnelle soit jusqu'au 16 avril 2020;

Considérant l'arrêté 2020-004 de la ministre de la Santé et des Services sociaux qui permet au conseil de siéger à huis clos et qui autorise les membres à prendre part, délibérer et voter à une séance par tout moyen de communication;

Considérant qu'il est dans l'intérêt public et pour protéger la santé de la population, des membres du conseil et des officiers municipaux que la présente séance soit tenue à huis clos et que les membres du conseil et les officiers municipaux soient autorisés à y être présents et à prendre part, délibérer et voter à la séance par visioconférence;

Sur proposition de Gilles Forcier, il est résolu, unanimement :

- Que le conseil accepte que la présente séance soit tenue à huis clos et que les membres du conseil et les officiers municipaux puissent y participer par visioconférence.

ADOPTÉE

2020-04-03

## **2. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU 3 MARS 2020**

Sur proposition de Pierre Pépin, il est résolu, unanimement :

- d'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire tenu le 3 mars 2020.

ADOPTÉE

## **3. CORRESPONDANCE**

La directrice générale et secrétaire-trésorière dépose la liste de la correspondance.

## **4. LÉGISLATION**

### **4.1 ADOPTION DU RÈGLEMENT 319-2020 CONCERNANT LA GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES**

PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE SAINT-BONAVENTURE

#### **RÈGLEMENT NUMÉRO 319-2020**

##### ***Concernant la gestion des matières résiduelles***

ATTENDU QUE le conseil désire édicter un règlement pour encadrer la gestion des matières résiduelles sur le territoire de la municipalité de Saint-Bonaventure ;

ATTENDU QU'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance de ce conseil du 3 mars 2020 ;

EN CONSÉQUENCE,

2020-04-04

Sur proposition de Raymond Paulhus, il est résolu unanimement par ce Conseil que le présent règlement portant le numéro 319-2020 est adopté et que ce Conseil ordonne, statue et décrète ainsi qu'il suit, savoir :

## **CHAPITRE 1**

### **Dispositions préalables**

#### **SECTION 1 Dispositions interprétatives**

Article 1.-

Le préambule et les annexes font partie intégrante du présent règlement.

Article 2.-

Pour les fins du présent règlement, les mots, termes ou expressions qui sont employés ont la signification suivante, à moins que le contexte ne leur donne un sens différent :

**Collecte :**

Enlèvement des matières résiduelles de leur endroit de production.

**Compostage :**

Méthode de traitement biochimique qui consiste à utiliser l'action de micro-organismes aérobies pour décomposer sous contrôle (aération, température, humidité) et de façon accélérée, les matières putrescibles en vue d'obtenir un amendement organique (compost) stable d'un point de vue biologique et hygiénique.

**Contenant autorisé :**

Récipient étanche, muni d'un couvercle, destiné à recevoir les matières résiduelles, prenant la forme d'un bac roulant de plastique de 240 ou 360 litres ou d'un conteneur en métal à chargement avant ou arrière, d'une capacité de 2 vg<sup>3</sup>, 4 vg<sup>3</sup>, 6 vg<sup>3</sup>, 8 vg<sup>3</sup> ou 10 vg<sup>3</sup>.

**Conteneur:**

Contenant à chargement avant ou arrière, muni d'un ou deux compartiments, fabriqué de métal ou de plastique, doté de boîtes de fourches et ayant une capacité de 2 vg<sup>3</sup> ou plus.

**Déchets ultimes :**

Toute matière répondant aux exigences prévues au *Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles* (Q-2, r.19) **et ne pouvant être intégrée dans un processus de recyclage, de valorisation ou de compostage.**

**Édifice public :**

Tout immeuble, lieu ou espace répondant à la définition prévue à la *Loi sur la sécurité dans les édifices publics* (S-3).

**Entrepreneur désigné :**

Personne physique ou morale désignée par la municipalité pour effectuer la collecte, le transport et la disposition des matières résiduelles.

**Fonctionnaire désigné :**

Toute personne chargée de l'application, en tout ou en partie, du présent règlement et nommée par résolution du conseil.

**Gros rebuts :**

Matières résiduelles généralement volumineuses dont il est impossible de disposer dans les contenants autorisés lors des collectes régulières et devant être recueillies dans des collectes spéciales. Il s'agit notamment de matelas, réfrigérateurs, lessiveuses, sècheuses, cuisinières, vieux meubles, accessoires électriques et autres ameublements et équipements domestiques du même genre, les grosses branches d'arbres, la pierre, le béton et la terre.

**Matières organiques :**

Tout résidu qui se décompose sous l'action de micro-organismes tel que les résidus de table et de jardin, comprenant gazon et feuilles mortes. Notamment, les matières suivantes peuvent être déposées dans le bac brun destiné aux matières organiques :

**résidus verts** : herbe et feuilles, résidus de jardin, plantes et fleurs, mauvaises herbes, terre noire, gazon, copeaux, sciure de bois et petites branches, résidus de tailles de haies, aiguilles de conifères.

**résidus alimentaires** : oeufs et leurs coquilles, pâtes alimentaires, produits laitiers, fromage, pain et céréales, résidus de fruits et légumes, résidus de pâtisserie, résidus de viande cuite et de poisson, écales de noix, aliments périmés sans emballage, os.

**autres** : papiers essuie-mains et serviettes de table, papiers et cartons souillés par des matières alimentaires, filtres à café et café moulu, sachets de thé, poussière, cheveux.

#### **Matières recyclables :**

Matières jetées après avoir rempli leur but utilitaire, mais qui peuvent être transformées de manière à être réintroduit dans un cycle de production pour la fabrication de nouveaux produits. Notamment les matières suivantes sont des matières recyclables :

**le papier et le carton** : le papier fin, les enveloppes de correspondance, le courrier, le papier journal et les circulaires, les catalogues et revues, le papier d'imprimante, de télécopieur et de photocopieur, les bottins téléphoniques, les sacs d'épicerie en papier, le carton brun, les emballages cartonnés tel que les boîtes de savon ou de céréales, les boîtes d'œufs en carton, les cartons de cigarettes et les cartons de lait ou de jus de type *tétra pack*;

Sont exclus de cette catégorie : les papiers mouchoirs, essuie-tout, cirés, cellophanes, carbonés, buvards ou plastifiés, les serviettes de table et les couches, les cartons cirés ou plastifiés, les cartons souillés d'huile ou d'aliments, le bois.

**le verre** : le verre transparent ou coloré, les bouteilles de divers formats, les pots, les contenants de verre tout usage pour aliments et les bouteilles de boissons gazeuses ou alcoolisées;

Sont exclus de cette catégorie : la vaisselle, la céramique, la poterie, le pyrex, les miroirs, le verre plat (vitre à fenêtre), les ampoules électriques, les tubes de néon, la porcelaine et le cristal.

**le métal** : les boîtes de conserves, les bouchons, les couvercles, les cannettes, assiettes, papiers et tout article d'aluminium;

Sont exclus de cette catégorie : les contenants sous pression et bombes aérosols, les contenants de peinture, de décapant ou de solvant, les piles tout usage et batteries de véhicules moteurs, les matériaux de plomberie ou d'électricité.

**le plastique (contenant)** : les contenants de plastique rigide de produits d'entretien ménager, de produits cosmétiques, de médicaments et de produits alimentaires, les bouteilles de plastique rigide de tous genres et les couvercles et bouchons de plastique de ces contenants et bouteilles;

Sont exclus de cette catégorie : les verres à boire jetable, les contenants d'huile à moteur et de solvant, les contenants en styromousse incluant les verres à boire, les briquets et rasoirs jetables, les jouets, les toiles de piscine, les rideaux de douche, les boyaux d'arrosage et tout contenant qui n'est pas identifié d'un chiffre 1, 2, 4, 5 ou 7 inscrit à l'intérieur d'un triangle fait de 3 flèches, situé habituellement sous le contenant.

**le plastique (pellicule) :** les emballages de papier hygiénique et de papier absorbant, les sacs à pain, de magasin, d'épicerie, de publi-sac, de nettoyage à sec, d'aliments congelés ou en vrac;

Sont exclus de cette catégorie : les emballages de tablette de chocolat, les sacs de croustilles, de céréales, de biscuits, les emballages de viande ou de fromage, les sacs contaminés par des matières grasses, les pellicules extensibles de type *saran* et les sacs de fertilisant, d'herbicide ou de tout autre produit de jardinage.

**Matières résiduelles :**

Tout résidu d'un processus de production, de transformation, d'utilisation ou de post consommation, qu'il soit destiné au recyclage (matière recyclable), au compostage (matière organique) ou à l'enfouissement (résidu ultime).

**Municipalité :**

Municipalité de Saint-Bonaventure

**Panier public :**

Tout contenant installé à l'extérieur, le long des voies publiques ou dans les parcs, à l'exclusion des contenants autorisés, destinés à recevoir de menus déchets.

**Personne :**

Un individu, une société, une coopérative ou une corporation autre qu'une municipalité.

**Résident :**

Toute personne étant propriétaire, occupant ou locataire d'une unité d'occupation sur le territoire de la Municipalité de Saint-Bonaventure.

**Résidus dangereux :**

Produits qui en raison de leurs propriétés présentent un danger pour la santé ou l'environnement, et qui sont corrosifs, inflammables, toxiques, explosifs, radioactifs, comburants ou lixiviables ainsi que ce qui est contaminé par cette matière qu'ils soient sous forme solide, liquide ou gazeuse.

**Résidus ultimes:**

Toute matière ne pouvant être intégrée dans un processus de recyclage, de valorisation ou de compostage.

**Résidus verts :**

Gazon, feuilles mortes, rejets de jardinage. Ces résidus font l'objet de la collecte de matières organiques. Les petites branches d'arbres peuvent être disposées dans le bac à déchets gris-noir et les grosses branches seront ramassées lors des collectes spéciales des gros rebuts.

**Unité d'occupation :**

Toute maison unifamiliale, chacun des logements d'une maison à logements multiples, chacune des chambres d'une maison de chambres, un commerce, une industrie, une institution, un édifice public ou municipal, une maison mobile, une roulotte installée à demeure et un chalet.

*SECTION II Dispositions préliminaires*

Article 3.-

Tous les résidents de la municipalité sont assujettis au présent règlement.

Article 4.-

Le fonctionnaire désigné, ou son adjoint, ou toute autre personne que le conseil pourrait désigner par résolution, est chargé de la surveillance et de la mise en application du présent règlement.

**CHAPITRE 2**

**Bacs et contenants autorisés**

*SECTION I Normes et répartition*

Article 5.-

Les matières résiduelles destinées à l'enlèvement doivent être placées exclusivement dans des bacs autorisés et distribués par la municipalité, soit :

- a) Les bacs à ordures de couleur gris-noir, pour le dépôt des déchets ultimes, d'une capacité de 240 litres ou 360 litres;
- b) Les bacs à récupération de couleur verte, pour le dépôt des matières recyclables, d'une capacité de 240 litres ou de 360 litres;
- c) Les bacs à matières organiques et putrescibles de couleur brune, pour le dépôt des matières organiques et putrescibles, d'une capacité de 240 litres.

Les industries et commerces peuvent se munir de conteneurs pouvant accueillir les matières résiduelles ayant une capacité supérieure en s'assurant que ceux-ci peuvent être vidés par les camions de l'entrepreneur chargé de la collecte.

Article 6.-

Chaque résidence unifamiliale doit disposer d'au moins un (1) bac de chaque catégorie mentionnée aux paragraphes a), b) et c) de l'article 5 du présent règlement.

Pour les immeubles à logements, un (1) bac gris-noir et un (1) bac vert mentionné aux paragraphes a) et b) de l'article 5 sont exigés pour chaque logement. Quant aux bacs bruns mentionnés au paragraphe c) de l'article 5, un (1) bac est requis pour les immeubles jusqu'à quatre logements, deux (2) bacs pour les immeubles de cinq à huit logements et trois (3) bacs pour les immeubles de neuf logements et plus.

Aux fins d'application du présent article, deux (2) chambres d'une maison de chambres constituent une (1) unité d'occupation. Lorsque qu'une maison de chambres compte un nombre impair de chambres, la dernière constitue à elle seule une unité d'occupation.

L'alinéa précédent s'applique à tout immeuble dans lequel trois (3) chambres ou plus sont louées, que cet immeuble soit exclusivement utilisé pour des fins de location ou non.

Article 7.-

Les bacs mentionnés à l'article 5 du présent règlement et fournis par la municipalité doivent rester attachés à la propriété qu'ils desservent.

Article 8.-

La municipalité peut, lorsqu'un immeuble compte sept (7) logements et plus, substituer aux bacs à ordures, récupération, ou à un ou plusieurs contenants d'une capacité suffisante pour combler les besoins réels des résidents de l'immeuble.

Article 9.-

Tout propriétaire d'un immeuble qui dispose d'un ou plusieurs contenants autorisés, en a la garde et est responsable pour tous les dommages, pertes ou bris pouvant survenir auxdits contenants.

Des frais de réparation ou de remplacement sont imposés au propriétaire lorsqu'un dommage ou un bris est causé aux contenants autorisés ou advenant leur perte. Ces frais sont établis selon le coût réel des réparations.

Tous les frais prévus au règlement concernant l'imposition d'une compensation pour la collecte, le transport et la disposition des matières résiduelles de même que les contenants de dépôt sont à la charge du propriétaire de l'immeuble bénéficiant des services de collecte des déchets (ultimes, recyclables et organiques).

*SECTION II Manipulation et usage*

Article 10.-

Les résidents doivent s'assurer que les bacs ou contenants autorisés sont en bon état de telle sorte qu'ils ne puissent laisser couler des liquides, qu'en aucun temps ils ne répandent de mauvaises odeurs et que les couvercles soient toujours rabattus.

Article 11.-

Nul ne peut utiliser les bacs ou contenants autorisés pour d'autres fins que la disposition des matières résiduelles tel que précisées à l'article 5 (ultimes, recyclables ou organiques).

Article 12.-

Les paniers publics installés le long de la voie publique ou dans les parcs doivent servir uniquement pour les menus rebuts des utilisateurs de ladite voie publique ou dudit parc.

Article 13.-

Nul ne peut, en aucun temps, fouiller, renverser ou déplacer vers une autre unité d'occupation, les bacs ou contenants autorisés lorsqu'ils sont en bordure de rue aux fins d'enlèvement par les éboueurs.

Le premier alinéa ne s'applique pas aux personnes engagées par la municipalité aux fins de vérification ou d'analyse des bacs ou contenants autorisés, ainsi qu'aux personnes faisant partie d'un programme approuvé par la municipalité, pour promouvoir la récupération des matières recyclables.

Article 14.-

Nul ne peut briser ou endommager les bacs ou contenants autorisés, y faire des graffiti, les peindre ou les modifier de quelque manière que ce soit ou les déplacer



vers une autre unité d'occupation que l'unité à laquelle le bac ou le contenant autorisé a été attribué.

Article 15.-

Quiconque désire se départir d'explosifs ou d'armes explosives doit en informer la Sûreté du Québec et se conformer aux directives données par celle-ci.

Article 16.-

Nul ne peut déposer tout résidu dangereux dans les bacs ou les contenants autorisés.

Article 17.-

Le propriétaire et le résident sont responsables de tous dommages, tant matériels que corporels, causés par le dépôt dans les bacs ou les contenants autorisés des substances dangereuses prévues aux articles 15 et 16 et ils s'exposent également aux sanctions pénales prévues au présent règlement.

#### *SECTION III Préparation des matières résiduelles*

Article 18.-

Tout résident doit voir à ce que les déchets ultimes, les matières recyclables, les matières organiques ou les gros rebuts soient déposés, entreposés et ramassés suivant les prescriptions du présent règlement.

Article 19.-

Tout résident doit s'assurer que tout déchet ultime, toute matière recyclable et toute matière organique soit déposés dans les bacs ou contenants autorisés prévus à cet effet, à défaut de quoi, ces déchets ultimes, matières recyclables ou matières organiques ne seront pas manipulés ni enlevés lors de la collecte.

Article 20.-

Si des matières résiduelles adhèrent aux parois intérieures d'un bac ou d'un contenant autorisé de façon telle qu'il est impossible de le vider aisément et complètement, l'entrepreneur désigné peut laisser ce réceptacle sur place avec son contenu.

Article 20.1.-

Si la salubrité publique l'exige, la municipalité peut, aux frais du résident, transporter ce bac ou ce contenant autorisé au lieu d'enfouissement sanitaire et le vider. Le résident peut reprendre possession de ce bac ou contenant autorisé, après avoir acquitté les frais de son transport et de sa vidange.

Article 21.-

L'entrepreneur désigné peut refuser de vider un bac ou un contenant autorisé non conforme au présent règlement ou dont l'état est tel, que sa manipulation peut porter atteinte à sa sécurité ou à celle de ses employés.

#### *SECTION IV Accès aux bacs et aux contenants autorisés*

Article 22.-

Les bacs mentionnés aux paragraphes a), b) et c) de l'article 5 du présent règlement doivent être placés aux endroits prévus dans la présente section au plus tôt vingt-quatre (24) heures le jour précédant celui prévu pour la collecte et

replacés dans l'espace qui leur est réservé, le plus tôt possible le jour de la collecte.

Article 23.-

Pour l'enlèvement des déchets ultimes, des matières recyclables et des matières organiques, tout résident doit placer ses bacs au chemin, vis-à-vis son entrée de cour et en dehors de l'accotement.

Les bacs doivent être placés à une distance d'au moins vingt (20) centimètres les uns des autres.

Article 24.-

Sur les rues bordées par un trottoir, les bacs doivent être placés le plus près possible du trottoir.

Article 25.-

Les bacs ne doivent en aucun temps être placés dans la rue, de manière à nuire à la circulation ou à obstruer les endroits prévus pour les arrêts des véhicules dédiés au transport en commun.

Article 26.-

Durant la période hivernale, les bacs doivent être placés en bordure de rue de façon à ne pas constituer des obstacles aux travaux de déneigement.

Article 27.-

L'installation sur un terrain privé d'un conteneur mentionné à l'article 5 du présent règlement, comporte l'obligation pour le propriétaire de l'industrie ou du commerce, de laisser pénétrer sur sa propriété les camions utilisés pour la collecte des matières résiduelles.

Article 28.-

Les conteneurs pour les industries et commerces mentionnés à l'article 5 du présent règlement ne seront pas manipulés par les éboueurs ni la collecte effectuée, si l'accès est rendu difficile ou impossible soit par suite d'une accumulation de neige, que le passage pour se rendre au contenant est obstrué par des objets quelconques ou pour tout autre motif.

Toutefois, la municipalité se réserve le droit de faire enlever les déchets ultimes aux frais du propriétaire de l'immeuble, sans préjudice à tout recours ou peines prévues au présent règlement.

### CHAPITRE 3

#### Collecte des déchets ultimes

##### **SECTION I Préparation des déchets ultimes**

Article 29.-

Tout résidu ultime doit être enveloppé dans un sac hydrofuge avant d'être déposé dans le bac roulant gris-noir ou le conteneur. L'eau ou toute substance liquide provenant des résidus ultimes doit être égouttée avant que ces résidus soient déposés dans un sac hydrofuge. Pour les résidences bénéficiant d'au moins un bac roulant brun, seuls les résidus ultimes sont autorisés dans le bac gris. Avant d'être déposés dans les bacs roulants gris-noir ou les conteneurs, les cendres et mâchefer doivent être éteints, refroidis et secs puis placés, dans tous les cas, dans des sacs en polythène.

Il est interdit à quiconque de laisser ou déposer quelques déchets ultimes que ce soit en dehors des bacs ou conteneurs mentionnés au premier alinéa.

### **SECTION II Enlèvement des déchets ultimes**

Article 30.-

L'enlèvement des déchets ultimes se fait selon le calendrier de collecte.

Article 31.-

Les déchets ultimes sont enlevés le jour prévu au plan reproduit en **annexe A**, celle-ci faisant partie des présentes comme si elle était ici tout au long reproduite.

Article 32.-

Lorsque le jour de collecte tombe un jour de fête obligatoire, la collecte est automatiquement effectuée le jour de remplacement.

La municipalité publie dans un journal diffusé sur son territoire ou par circulaire distribuée sur ledit territoire, un avis indiquant le jour de remplacement pour la collecte des déchets ultimes.

### **SECTION III Les gros rebuts**

Article 33.-

Les collectes spéciales pour l'enlèvement des gros rebuts ont lieu trois (3) fois par année, aux dates fixées par la municipalité.

La municipalité publie dans un journal diffusé sur son territoire ou par circulaire distribuée sur ledit territoire, un avis indiquant le ou les jours où sera effectuée une collecte spéciale des gros rebuts.

Article 34.-

Les objets destinés à la collecte spéciale des gros rebuts sont déposés sur le terrain du résident, en bordure de la rue, en dehors de l'accotement.

Article 35.-

Les gros rebuts doivent être placés en bordure de la rue le jour qui précède celui prévu pour la collecte.

Les objets déposés après le jour prévu pour la collecte des gros rebuts doivent être enlevés sur avis à cet effet donné par la personne qui aura, conformément à l'article 4, été désigné par le conseil pour voir à l'application du présent règlement. À défaut de se conformer à l'avis, le résident est passible de l'amende prévue au présent règlement en pareil cas, pour chaque journée où se poursuit l'infraction.

Article 36.-

Nul ne peut déposer ou abandonner pour être enlevés lors de la collecte des gros rebuts, toutes boîtes, réfrigérateurs, congélateurs, caisses, valises, coffres et de façon générale, tous contenants munis d'un couvercle, d'une porte ou de tout dispositif de fermeture, à moins d'avoir préalablement enlevé les portes, couvercles ou autres dispositifs de fermeture, de façon à ce qu'aucun enfant ne puisse, en s'y introduisant, y rester enfermé.

Article 37.-

Les branches attachées en fagots, doivent être coupées de façon à ne pas dépasser un (1) mètre de longueur et la quantité totale admissible est de cinq (5) fagots d'un poids maximum chacun de quinze (15) kg.

Article 38.-

Nul ne peut déposer ou abandonner pour être enlevés lors de la collecte des gros rebuts, des matériaux provenant de travaux de démolition, de rénovation ou de construction.

Ces rebuts sont exclus de la collecte et doivent être enlevés par l'entrepreneur ou le propriétaire du bâtiment aussitôt que la construction, la réparation ou la démolition est terminée et acheminés à l'éco-centre.

Article 39.-

Nul ne peut déposer ou abandonner des pneus, en vue qu'ils soient enlevés lors de la collecte des gros rebuts.

Ces rebuts sont exclus de la collecte et doivent être enlevés par le résident de façon à ce qu'ils soient pris en charge par un garage ou un détaillant autorisé ou être déposés à l'éco-centre.

Article 40.-

Nul ne peut éparpiller, répandre ou disperser les gros rebuts sur une propriété privée ou dans tout lieu public.

## CHAPITRE 4

### Collecte des matières recyclables

#### SECTION I Préparation des matières recyclables

Article 41.-

Tous les résidents doivent s'assurer que les matières recyclables soient déposées dans les bacs ou contenants prévus à cet effet par l'article 5 du présent règlement, à défaut de quoi ils pourraient ne pas être enlevés lors de la collecte.

Il est interdit à quiconque de laisser ou déposer quelques matières recyclables que ce soit en dehors des bacs ou conteneurs mentionnés au premier alinéa.

Article 42.-

Tout résident doit s'assurer que les récipients de verre, de plastique ou de métal soient vides de leur contenu et rincés de façon à ce qu'il n'y reste aucune matière quelconque avant d'être déposés dans les bacs ou conteneurs autorisés pour les matières recyclables.

De la même façon, tout résident doit s'assurer que les couvercles et bouchons des récipients soient retirés et ceux des contenants de métal, rabattus vers l'intérieur.

Article 43.-

Tout résident doit s'assurer que le papier et le carton, tels que définis à l'article 2 du présent règlement, soient propres et exempts de toute matière organique ou autre souillure ou saleté pour être déposés dans le bac prévu à cet effet.

Article 44.-

Sauf indication contraire en ce qui a trait aux conteneurs autorisés, tout résident doit déposer indistinctement les matières recyclables dans les bacs et conteneurs autorisés pour les matières recyclables.

## SECTION II Enlèvement des matières recyclables

Article 45.-

La collecte des matières recyclables déposées dans les bacs prévus à cet effet, se fait selon le calendrier de collecte.

Article 46.-

Lorsque le jour de collecte tombe un jour de fête obligatoire, la collecte est automatiquement effectuée le jour de remplacement.

La municipalité publie dans un journal diffusé sur son territoire ou par circulaire distribuée sur ledit territoire, un avis indiquant le jour de remplacement pour la collecte des matières recyclables.

Article 47.-

Il est interdit à quiconque de prendre, enlever ou s'approprier, de quelque manière que ce soit, toute matière recyclable déposée dans les bacs et contenants autorisés prévus à l'article 5.

## CHAPITRE 5

### Collecte des matières organiques

## SECTION I Préparation des matières organiques

Article 48.-

Tous les résidents doivent s'assurer que les matières organiques soient déposées dans les bacs ou contenants prévus à cet effet par l'article 5 du présent règlement, à défaut de quoi ils pourraient ne pas être enlevés lors de la collecte.

Il est interdit à quiconque de laisser ou déposer quelques matières organiques que ce soit en dehors des bacs ou conteneurs mentionnés au premier alinéa.

Article 49.-

Les matières organiques doivent être déposées pêle-mêle dans le bac brun ou le conteneur ou emballées dans un sac de papier, du papier journal ou un essuie-tout. Il est interdit de mettre ces matières dans un sac de plastique, biodégradable ou non. L'eau ou toute substance liquide provenant de ces matières doit être égouttée avant qu'elles soient déposées dans le bac brun ou le conteneur.

## SECTION II Enlèvement des matières organiques

Article 50.-

La collecte des matières organiques déposées dans les bacs prévus à cet effet, se fait selon le calendrier de collecte.

Article 51-

Lorsque le jour de collecte tombe un jour de fête obligatoire, la collecte est automatiquement effectuée le jour de remplacement.

La municipalité publie dans un journal diffusé sur son territoire ou par circulaire distribuée sur ledit territoire, un avis indiquant le jour de remplacement pour la collecte des matières organiques.

Article 52.-

Il est interdit à quiconque de prendre, enlever ou s'approprier, de quelque manière que ce soit, toute matière organique déposée dans les bacs et contenants autorisés prévus à l'article 5.

## CHAPITRE 5

### Dispositions finales

#### SECTION I Exclusion

Article 53.-

Lorsque les déchets ultimes, matières recyclables ou matières organiques présentent des particularités autres que celles prévues au présent règlement, la municipalité n'en assure pas la collecte.

Dans les cas prévus au premier alinéa, le résident doit obligatoirement établir une entente personnelle avec un entrepreneur spécialisé en la matière afin que ces matières soient enlevées de façon régulière toutes les semaines.

L'absence d'entente est présumée lorsque des matières s'accumulent sur le terrain du résident.

Il est interdit de faire la collecte des matières résiduelles (déchets ultimes, matières recyclables ou organiques) ou de tolérer que la collecte de ces matières soit faite entre 18h00 et 07h00.

#### SECTION II Pénalités

Article 54.-

Toute contravention au présent règlement constitue une infraction.

Article 55.-

Tout propriétaire peut être tenu responsable de toute infraction à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement concernant l'usage des bacs ou contenants autorisés qui sont livrés pour son immeuble.

Article 56.-

Le conseil autorise le fonctionnaire désigné ou toute autre personne qu'il pourrait, par résolution, désigner :

- a) à visiter toute propriété immobilière ou mobilière pour constater si les dispositions du présent règlement sont observés;
- b) à émettre les constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

Article 57.-

Une personne physique qui contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible :

- a) Pour une première infraction, d'une amende d'au moins 50 \$ et d'au plus 100 \$ et des frais;
- b) Pour une deuxième infraction, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 200 \$ et des frais;
- c) Pour toute infraction subséquente, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 500 \$ et des frais.

Lorsque l'infraction est commise par une personne morale, les montants minimaux des amendes pouvant être imposés sont trois fois les montants

minimaux prévus aux paragraphes a), b) et c) du premier alinéa et les montants maximaux sont six fois les montants maximaux prévus à ces mêmes paragraphes.

Article 58.-

Si l'infraction est continue, elle constitue jour après jour, une infraction distincte et séparée et l'amende peut être imposée pour chaque jour durant lequel dure cette infraction.

### SECTION III Abrogation et entrée en vigueur

Article 59. - Abrogation

Le présent règlement abroge et remplace le règlement 226-2008 et toute disposition antérieure ou contraire.

Article 60. - Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Guy Lavoie, maire

Jessy Grenier, sec. trés./dir. gén.

AVIS DE MOTION ET PROJET : 3 MARS 2020  
ADOPTION : 7 AVRIL 2020  
ENTRÉE EN VIGUEUR : 8 AVRIL 2020

### REPORTÉ - ADOPTION DU RÈGLEMENT 320-2020 DÉCRÉTANT L'ACQUISITION D'UN VÉHICULE INCENDIE ET UN EMPRUNT MAXIMUM DE 200 000 \$

--REPORTÉ--

### 4.2 ADOPTION DU RÈGLEMENT 321-2020 RELATIF À LA TAXATION DES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LE COURS D'EAU ANTOINE BLANCHARD (GC-363)

#### PROVINCE DE QUÉBEC MUNICIPALITÉ DE SAINT-BONAVENTURE

RÈGLEMENT NUMÉRO 321-2020  
relatif à la taxation des travaux effectués dans le cours d'eau  
Antoine Blanchard (GC-363)

CONSIDÉRANT que la MRC de Drummond a procédé aux travaux d'entretien dans le cours d'eau Antoine Blanchard et qu'elle a fermé le dossier GC-363 en faisant parvenir sa facture finale;

CONSIDÉRANT que les coûts facturés à la Municipalité de Saint-Bonaventure par la MRC de Drummond doivent être répartis entre les intéressés dudit cours d'eau selon le règlement de cours d'eau mis à jour;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a été dûment donné le 3 mars 2020;

EN CONSÉQUENCE,

2020-04-05

Sur proposition de Pierre Pepin, il est résolu unanimement :

➤ que le présent règlement portant le numéro 321-2020 soit et est adopté et qu'il

soit statué et décrété ce qui suit, à savoir :

1. Qu'une compensation sous forme de taxe soit imposée aux propriétaires concernés par les travaux effectués sur le cours d'eau Antoine Blanchard (dossier GC-363) en fonction de la superficie contributive au cours d'eau.
2. Que le total des dépenses au montant de 2 913.40 \$ payées par la Municipalité de Saint-Bonaventure pour la gestion du cours d'eau Antoine Blanchard (dossier GC-363 de la MRC de Drummond) soit réparti de la façon suivante :

PROPRIÉTAIRES	#MAT	LOTS	ARP <sup>2</sup>	COÛTS
Serge Denoncourt	6289-92-7234	5 018 695	15	910.44 \$
Werner Shur	6389-04-5714	5 018 696	33	2 002.96 \$
<b>TOTAL</b>			<b>48</b>	<b>2 913.40 \$</b>

3. Que cette compensation sera payable en un seul versement et sera récupérable au même titre qu'une taxe foncière ;
4. Que la compensation sera applicable en totalité à la partie EAE des matricules mentionnés aux tableaux de l'article 2 ;
5. Qu'un taux d'intérêt de douze pour cent (12 %) sera applicable sur cette compensation si elle n'est pas acquittée dans les trente (30) jours de la facturation ;
6. Que le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

\_\_\_\_\_  
Guy Lavoie, maire

\_\_\_\_\_  
Jessy Grenier, directrice générale

AVIS DE MOTION ET PROJET: 3 mars 2020  
ADOPTION DU RÈGLEMENT: 7 avril 2020  
AVIS PUBLIC D'ENTRÉE EN VIGUEUR: 8 avril 2020

## **5. ADMINISTRATION**

2020-04-06

### **5.1 LECTURE ET APPROBATION DES COMPTES**

AFFAIRES VISA DESJARDINS	388.00 \$
BANQUE SCOTIA	542.44 \$
BAUVAL TECH-MIX	251.11 \$
BELL CANADA	475.52 \$
BUREAU EN GROS	182.16 \$
CARL LABONTÉ	20 863.75 \$
CEGEP SHAWINIGAN	2 800.00 \$
CENTRE DU QUEBEC SANS FIL	130.00 \$
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES	246.43 \$
COMMUNICATIONS RCL	141.42 \$
DÉCHI-TECH MOBILE	114.98 \$
ÉNERGIES SONIC INC	970.70 \$
EUROFINS ENVIRONEX	157.52 \$
F.Q.M.	1 536.44 \$
GARAGE MARIO LACHAPELLE	213.88 \$



HYDRO QUEBEC	2 493.20 \$
INFO PAGE	81.86 \$
INFOTECH	2 253.51 \$
KODOO MOBILE	40.77 \$
LA CAPITALE	2 018.74 \$
LA COOP AGRILAIT	250.13 \$
LES ENTREPRISES CLEMENT FORCIER	294.62 \$
LES PÉTROLES HUBERT GOUIN ENR	621.86 \$
M.R.C. DE DRUMMOND	12 561.16 \$
MACHINERIE C. & H. INC.	156.92 \$
MEGABURO	61.76 \$
MINISTRE DU REVENU DU QUÉBEC	164.32 \$
PETITE CAISSE	63.00 \$
R.G.M.R. du BAS ST-FRANCOIS	3 682.09 \$
SANIXEL INC	31.04 \$
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE DRUMMONDVILLE	1 972.00 \$
SOLUTIONS ZEN MÉDIA	53.66 \$
UN À UN ARCHITECTES	2 223.33 \$
VACUUM DRUMMOND INC.	1 359.69 \$
SALAIRE DE MARS	15 703.57 \$

Sur proposition de Pierre Pepin, il est résolu, unanimement :

- que ces comptes sont approuvés et soient payés.

ADOPTÉE

2020-04-07

### **5.2 ÉTAT D'URGENCE – TAUX D'INTÉRÊT DE TAXATION MODIFIÉ**

ATTENDU QUE le Règlement numéro 318-2019 fixant les taux de taxes pour l'exercice financier 2020 et les conditions de perception prévoit que les taux d'intérêt sont fixés à 12%, calculé quotidiennement;

ATTENDU QUE l'article 981 du Code municipal du Québec permet au conseil de fixer un taux d'intérêt autre par résolution;

ATTENDU les circonstances exceptionnelles liées au COVID-19, la municipalité désire alléger le fardeau fiscal pour ses contribuables en diminuant le taux d'intérêt;

Sur proposition de Keven Trinque, il est résolu, unanimement :

- QUE le taux d'intérêt sur : tous comptes en souffrance exigibles pour l'année courante et impayés à ce jour soit de 0 % d'intérêt, calculé à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020;
- QUE ce taux soit maintenu jusqu'au 30 juin 2020.

ADOPTÉE

2020-04-08

### **5.3 AVRIL- MOIS DE LA JONCUILLE**

Considérant que chaque année, plus de 55 000 Québécois et Québécoises reçoivent un diagnostic de cancer, et que cette annonce représente un choc important qui se répercute dans toutes les sphères de leur vie;

Considérant que pour chaque personne touchée, une à trois personnes de son entourage prendront le rôle de proche aidant;

Considérant qu'environ quatre cancers sur dix peuvent être évités en adaptant un mode de vie sain et en mettant en place des politiques de santé qui protègent les Québécois et les Québécoises;

Considérant que la survie pour tous les cancers combinés a augmenté de 8%, passant de 55% en 1992 à 63% en 2019, et que c'est grâce au financement de recherches novatrices que nous y sommes parvenus et que nous pouvons poursuivre notre objectif d'un monde sans cancer;

Considérant que la Société canadienne du cancer est le seul organisme de bienfaisance national qui vient en aide à tous les Québécois et Québécoises atteints de tous les types de cancer et leurs proches, à travers la recherche, la prévention, l'accès à un réseau d'aide, l'information basée sur les dernières données probantes et la défense de l'intérêt public;

Considérant que la vie est plus grande que le cancer, qu'elle ne se résume pas à un diagnostic. À la chimiothérapie. Aux cicatrices. Par l'entremise de ses programmes, la Société canadienne du cancer aide les Québécois et les Québécoises à tisser des liens avec les autres et à leur assurer une qualité de vie et un bien-être;

Considérant que le mois d'avril est connu comme étant le Mois de la jonquille, qu'il est porteur d'espoir et que la Société canadienne du cancer encourage alors les Québécois et les Québécoises à poser un geste significatif pour les personnes touchées par le cancer;

Sur proposition de René Belhumeur, il est résolu, unanimement :

- de décréter que le mois d'avril est le mois de la jonquille;
- que le conseil municipal de la municipalité de Saint-Bonaventure encourage la population à accorder généreusement son appui à la cause de la Société canadienne du cancer.

ADOPTÉE

2020-04-09

#### **5.4 SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**

Considérant que les municipalités locales de la MRC, en tant qu'employeurs, ont des obligations en matière de santé et sécurité au travail envers leurs employés;

Considérant la charge de travail, déjà très élevées, des directions générales;

Considérant qu'il pourrait y avoir des avantages à mettre en commun une ressource permettant de maintenir et respecter les normes et les lois en santé et sécurité au travail;

Considérant que la MRC de Drummond pourrait gérer la ressource dans ses locaux;

Sur proposition de Gilles Forcier, il est résolu, unanimement :

- Que le préambule fait partie de la présente résolution;

- Que la municipalité de Saint-Bonaventure est intéressée à partager une ressource avec d'autres municipalités locales;
- Que la municipalité de Saint-Bonaventure demande à la MRC de Drummond de faire les démarches nécessaires afin de proposer un service de supervision et prise en charge en santé et sécurité au travail sur le territoire de ladite municipalité.

ADOPTÉE

2020-04-10

**5.5 CORRECTIONS AU RÔLE DE PERCEPTION 2020**

Suite à des demandes de correction reçues après l'envoi des comptes de taxes pour les matricules suivants ;

- 6390 87 0471
- 6787 28 3432

Après étude des demandes reçues ;

Sur proposition de Pierre Pepin, il est résolu, unanimement :

- d'autoriser la directrice générale à effectuer les ajustements appropriés pour chacun des matricules.

ADOPTÉE

**5.6 AJOUT DE PROTECTION CONTRAT ASSURANCES - MMQ 2020-2021**

---REPORTÉ---

**6. SÉCURITÉ PUBLIQUE**

2020-04-11

**6.1 APPEL D'OFFRE (SEAO) POUR L'ACHAT D'UN CAMION-CITERNE INCENDIE**

Sur proposition de Keven Trinque, il est résolu, unanimement :

- de procéder à un appel d'offres public par le biais du site internet SEAO (Système électronique d'appel d'offres du Gouvernement du Québec) et de mandater Jessy Grenier, directrice générale à faire la demande de soumission pour un camion-citerne incendie.

ADOPTÉE

2020-04-12

**6.2 RAPPORT ANNUEL AN 7 / ADOPTION**

Considérant qu'en vertu de l'article 35 de la Loi sur la sécurité incendie, « toute autorité locale ou régionale et toute régie inter municipale chargée de l'application de mesures prévues à un schéma de couverture de risques doit adopter par résolution et transmettre au ministre, dans les trois mois de la fin de son année financière, soit le 31 mars, un rapport d'activités pour l'exercice précédent...»;

Considérant que la municipalité de Saint-Bonaventure a transmis son rapport annuel à la MRC de Drummond puisque celle-ci a convenu avec le ministère de la Sécurité publique qu'elle entendait lui transmettre le Rapport annuel des activités en matière de Sécurité incendie avant le 31 mars 2020, ce rapport présentant l'état d'avancement des activités entre les mois de janvier et décembre 2019;

Considérant que, d'une part, les membres du comité de Sécurité incendie de la MRC ont validé le rapport et en recommandent l'adoption au conseil des maires, et que d'autre part, le conseil des maires l'a adopté à la séance du 11 mars 2020;

Sur proposition de Pierre Pepin, il est résolu, unanimement :

- De procéder à l'adoption du Rapport annuel An 7 des activités en matière de sécurité incendie 2019;
- De transmettre au ministre de la Sécurité publique un exemplaire, du Rapport annuel An 7 des activités en matière de sécurité incendie 2019 de la MRC de Drummond ainsi que de la présente résolution.

ADOPTÉE

2020-04-13

### **6.3 PRÉVENTIONNISTE EN SÉCURITÉ INCENDIE**

Considérant que les municipalités de la MRC de Drummond doivent atteindre les objectifs de prévention du schéma de couverture de risques en sécurité incendie;

Considérant qu'il y a des municipalités locales qui n'ont pas suffisamment de visites de prévention à faire annuellement pour maintenir à l'emploi un préventionniste à plein temps;

Considérant qu'il pourrait y avoir des avantages à mettre en commun une ressource en prévention des incendies, entre autres, pour les visites de prévention et la production de plans d'interventions;

Considérant que la MRC de Drummond pourrait gérer la ressource dans ses locaux;

Sur proposition de Gilles Forcier, il est résolu, unanimement :

- Que le préambule fait partie de la présente résolution;
- Que la municipalité de Saint-Bonaventure est intéressée à partager une ressource avec d'autres municipalités locales;
- Que la municipalité de Saint-Bonaventure demande à la MRC de Drummond de faire les démarches nécessaires afin de proposer un service de préventionniste en sécurité incendie.

ADOPTÉE

### **7. TRANSPORT ROUTIER – VOIRIE MUNICIPALE**

2020-04-14

**7.1 AUTORISATION ACHAT 28 BACS ROULANTS**

Sur proposition de Raymond Paulhus, il est résolu, unanimement :

- d'autoriser l'achat de 28 bacs de 360 litres, soit 14 verts et 14 noirs, auprès de Gestion USD inc. au coût maximal de 3 500 \$ taxes incluses.

ADOPTÉE

2020-04-15

**7.2 AUTORISATION NIVELAGE PETIT 5E RANG - 6E RANG NORD – 2<sup>E</sup> RANG**

Sur proposition de René Belhumeur, il est résolu, unanimement:

- d'autoriser les frais de nivelage avec scarificateur du Petit 5e rang Nord, du 6e rang Nord, ainsi que le 2e rang.

ADOPTÉE

2020-04-16

**7.3 AUTORISATION FRAIS, FAUCHAGE FOSSÉS**

Sur proposition de Pierre Pepin, il est résolu, unanimement :

- d'autoriser les frais pour faire effectuer le fauchage/débroussaillage des fossés au début du mois d'août par Entreprise E. Bélanger pour un montant approximatif de 3 000 \$ taxes incluses.

ADOPTÉE

2020-04-17

**7.4 DEMANDE DE SUBVENTION AU DÉPUTÉ – PROGRAMME PAVL**

Sur proposition de Keven Trinque, il est résolu, unanimement :

- que la municipalité présente une demande de subvention à M. Donald Martel, député de Nicolet-Bécancour, afin d'obtenir un montant de 25 000 \$ dans le cadre du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) du MTQ.

ADOPTÉE

**8. AQUEDUC – ÉGOUT – MATIÈRES RÉSIDUELLES**

2020-04-18

**8.1 INSCRIPTION – FORMATION TRAITEMENT DES EAUX USÉES PAR ÉTANG AÉRÉ (OW-2)**

Considérant que le certificat de qualification d'Emploi-Québec en traitement des eaux usées par étang aéré (OW-2) est requis pour tous les travaux exécutés sur des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées;

Considérant que la qualification provient des exigences du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC);

Sur proposition de Gilles Forcier, il est résolu, unanimement :

- d'autoriser les frais d'inscription de 2 800 \$ plus taxes, pour l'inscription de Béat Oberli, à la formation traitement des eaux usées par étang aéré (OW-2);
- de payé les heures de cours, ainsi que les frais de déplacement au Collège de Shawinigan s'il y a lieu, sur réception de l'attestation de réussite;
- Abroger les résolutions 2019-05-14.

ADOPTÉE

## **9. URBANISME**

### **10. LOISIRS**

#### **10.1 COMMANDITE FÊTE NATIONALE DU QUÉBEC 2020**

---REPORTÉ---

2020-04-19

#### **10.2 DEMANDE ASSISTANCE FINANCIÈRE - FÊTE NATIONALE**

Considérant qu'une demande d'assistance financière dans le cadre du *Programme d'assistance financière aux manifestations locales* de la Fête nationale du Québec doit être déposée;

Considérant que le Comité des Loisirs St-Bonaventure inc. au sein duquel œuvre le comité de la Fête nationale, est l'organisme désigné par la Municipalité de Saint-Bonaventure pour organiser les festivités de la Fête nationale du Québec de 2020;

Sur proposition de Gilles Forcier, il est résolu, unanimement :

- de mandater Isabelle Proulx, représentant le comité des Loisirs afin de faire la demande de financement, au nom du Comité des loisirs de St-Bonaventure inc. auprès du Mouvement national des Québécoises et Québécois et/ou de la SSJB Centre-du-Québec, pour l'organisation de la fête nationale du Québec — édition 2020.

ADOPTÉE

### **11. VARIA**

#### **12. PÉRIODE DE QUESTIONS**

Une période de questions est mise à la disposition des gens présents et ce, de 17h30 à 17 h30.

2020-04-20

#### **13. LEVÉE DE LA SÉANCE**

Sur proposition de Keven Trinqué, il est résolu, unanimement :

- de lever la séance à 17h30.

ADOPTÉE

---

Guy Lavoie, Maire

---

Jessy Grenier, Directrice générale

---

Jessy Grenier, directrice générale

*« Je, Guy Lavoie, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal ».*